



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant mise à jour des prescriptions initiales et
changement du bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux
alluvionnaires sur le territoire de MARTRES-TOLOSANE au profit de la société MIDI-
PYRÉNÉES GRANULATS**

N°31

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières
modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des
garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des
installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties
financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2013 autorisant la société Razel-Bec à exploiter
une carrière de sables et de graviers sur le territoire de la commune de MARTRES-
TOLOSANE pour une durée de 13 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 février 2019 portant changement du bénéficiaire de
l'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires au profit de la société
Carrières du Sud-Ouest sur le territoire de la commune de MARTRES-TOLOSANE ;

Vu la demande datée du 27 février 2025 par laquelle la société Midi-Pyrénées Granulats
dont le siège social est situé au 23, avenue de Larrieu 31103 TOULOUSE, sollicite le
transfert de l'autorisation en sa faveur ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 15 février 2026 ;

Considérant que la société Midi-Pyrénées Granulats présente les capacités techniques et
financières nécessaires à l'exploitation d'une carrière ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation, pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral complémentaire a été porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 18 mars 2026 afin qu'il puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant la réponse de l'exploitant par courriel du 18 mars 2026 dans lequel il n'a pas fait part d'observations ;

Sur proposition de la cheffe de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

Arrête :

Art. 1^{er} : Est transférée à la société Midi-Pyrénées Granulats dont le siège social est situé 23 Avenue de Larrieu – 31103 TOULOUSE, l'autorisation d'exploiter, par arrêté préfectoral du 9 septembre 2013, une carrière de sables et de graviers sur le territoire de la commune de MARTRES TOLOSANE.

Art. 2 : L'article 15-2 de l'arrêté du 9 septembre 2013 est remplacé par :

15-2 Méthode d'extraction

La terre végétale et les stériles de découverte sont décapés à la pelle hydraulique.

Les matériaux de découverte seront soit stockés autour du site sous forme de merlons jusqu'au réaménagement final, soit utilisés directement dans le cadre du réaménagement coordonné de la carrière. La hauteur moyenne de terre de découverte sera d'environ 1,5m.

Les matériaux extraits seront extraits en deux fronts : un front hors d'eau à l'aide d'une pelle et un front en eau à l'aide d'une dragline ou d'un excavateur mobile sur une hauteur moyenne de 12m. Les matériaux sont évacués pour traitement vers le site de MAUZAC. La remise en état se fera au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Art. 3 : Le premier alinéa de l'article 15-3 de l'arrêté du 9 septembre 2013 est remplacé par :

15-3 : Exploitation de la nappe phréatique

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état des gisements de matériaux alluvionnaires est interdit.

Le pompage pour l'arrosage des pistes et l'abattage des poussières est autorisé.

Art. 4 : A l'article 16-3 de l'arrêté du 9 septembre 2013 « MURET » est remplacé par « MAUZAC ».

Art. 5 : L'exploitant transmettra le document attestant de la constitution des garanties financières dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le montant actualisé des garanties financières correspondant à la phase 3 est de 49 438€.

Le document attestant de la constitution des garanties financières est délivré par l'un des

organismes prévus à l'article R.516-2 du code de l'environnement. Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012. Le document attestant de la constitution des garanties financières est transmis au préfet dans les trois mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral.

Art. 6 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de TOULOUSE :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes ou leurs groupements intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte leur a été notifié.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien www.telerecours.fr, dans les cas et conditions prévus à l'article R. 414-6 du code de la justice administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Art. 7 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en la mairie de MARTRES-TOLOSANE. Elle peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de cette commune fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le directeur départemental par intérim des territoires de la Haute-Garonne et le maire de MARTRES-TOLOSANE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Midi-Pyrénées Granulats.

Fait à Toulouse, le 10 1 AVR. 2026

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général,



Baptiste MANDARD

